

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen.*

**Art. 17.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van het academiejaar 2006-2007.

**Art. 18.** De Minister tot wier bevoegdheid het Hoger onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 oktober 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Vice-Présidente en Minister van Hoger onderwijs,  
Wetenschappelijk onderzoek en Internationale betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 4420

[C - 2007/29373]

**8 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française pris en application du décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'écoles dans l'enseignement obligatoire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre notamment les articles 80, § 4, et 88, § 4, tels que modifiés par le décret du 8 mars 2007 et par le décret du 19 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2006 portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 1997 fixant le modèle de l'attestation de demande d'inscription en application des articles 80 et 88 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 11 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 14 septembre 2007;

Vu le protocole du Comité de concertation avec les organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs d'enseignement du 26 septembre 2007;

Vu les protocoles de négociation du Comité de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné du 26 septembre 2007 et du 4 octobre 2007;

Vu l'avis n° 43.764/2 du Conseil d'Etat, donné le 5 novembre 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

La consultation de la Section de législation du Conseil d'Etat en urgence est motivée par la date de début des inscriptions fixée dans le projet d'arrêté au 30 novembre et par le fait que les dispositifs décrétaux que le projet d'arrêté exécute sont eux mêmes entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2007.

Or, il appartient au Gouvernement de prendre sans tarder les mesures d'exécution des décrets qui régissent les matières de sa compétence.

Quant à la fixation même de la date à partir de laquelle les demandes d'inscription des élèves peuvent être introduites dans le 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire ordinaire au 30 novembre, elle est notamment justifiée par les considérations suivantes :

1. Pour une question de praticabilité et d'optimalisation de l'organisation des établissements scolaires, il s'agit que la procédure d'inscription s'intègre harmonieusement dans le calendrier de gestion de l'école en évitant qu'elle soit mêlée aux opérations de début et de fin d'année scolaire, de même qu'aux périodes d'examens. La date fixée par le présent projet d'arrêté rencontre cette exigence.

2. Il ne fait aucun doute qu'un certain nombre d'établissements scolaires ne pourront répondre à toutes les demandes d'inscriptions qui leur auront été adressées. Il faut donc laisser suffisamment de temps aux parents qui n'auront pas vu leur choix initial satisfait, pour retrouver une école qui corresponde à leur attente, et ce avant la prochaine rentrée scolaire.

3. Cette date marque le début du processus des inscriptions. De nombreuses écoles mettent en place des rencontres personnalisées avec les familles. Ces contacts répétés nécessitent du temps, certaines écoles étant amenées à rencontrer plus de 200 familles. Il est donc pertinent que ce processus soit initié tôt dans l'année scolaire. Il importe également, pour que ces contacts prennent tout leur sens, que les parents sachent préalablement que leur enfant pourra être accepté au sein de l'école. Fixer une date trop avancée dans l'année scolaire contraindrait les directeurs à établir ces contacts préalablement à la demande d'inscription et par conséquent à consacrer beaucoup de temps à des contacts dont la plupart ne pourraient pas déboucher sur une inscription. Cela signifierait une surcharge inutile de travail pour les directions d'école et une perte de temps pour tous.

Considérant le Contrat pour l'Ecole adopté le 31 mai 2005 par le Gouvernement de la Communauté française et sa Priorité 9 visant à lutter contre les écoles ghettos;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire, la date visée à l'article 80, § 4, et à l'article 88, § 4, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, à partir de laquelle les demandes d'inscription des élèves peuvent être introduites pour une année scolaire auprès d'un établissement scolaire est arrêtée au 30 novembre de l'année scolaire qui précède ou, le cas échéant, au premier jour ouvrable qui suit.

La souscription aux projets éducatif, pédagogique et d'établissement, au règlement des études et au règlement d'ordre intérieur, telle que visée à l'article 76 du décret du 24 juillet 1997 précité, fait l'objet d'un entretien, avec le chef d'établissement ou son délégué, qui peut, le cas échéant, être organisé à un autre moment qu'à l'introduction de la demande d'inscription.

Par dérogation à l'alinéa premier, le droit prioritaire visé à l'article 80, § 4, alinéas 2, 4 et 5 et à l'article 88, § 4, alinéas 2, 4 et 5 du décret du 24 juillet 1997 précité, peut être exercé durant les dix jours d'ouverture de l'école précédant le 30 novembre.

Par jours d'ouverture de l'école et par jours ouvrables tels que visés dans le présent arrêté il y a lieu de ne pas tenir compte des samedis, des dimanches, des jours fériés et des vacances scolaires.

**Art. 2.** La demande d'inscription d'un élève est introduite auprès d'un établissement scolaire par l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, par ses parents ou par la personne investie de l'autorité parentale.

En cas d'empêchement, l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peut, par écrit, mandater une tierce personne pour introduire la demande d'inscription auprès d'un établissement scolaire en son nom pour autant que la personne mandatée ne soit pas membre du personnel de l'établissement scolaire concerné par l'inscription. Le cas échéant, cette procuration peut concerner simultanément plusieurs élèves si ceux-ci sont frère(s), sœur(s) ou résident sous le même toit.

Dans le courant d'une même année scolaire, une même personne ne peut être mandatée qu'une seule fois pour introduire une demande d'inscription auprès d'un établissement scolaire.

**Art. 3.** Le registre relatif aux demandes d'inscription dans le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire visé à l'article 80, § 4, et à l'article 88, § 4, du décret du 24 juillet 1997 précité, est joint en première annexe du présent arrêté.

**Art. 4.** L'attestation de demande d'inscription visée à l'article 80, § 4, du décret du 24 juillet 1997 précité, est jointe en deuxième annexe du présent arrêté. Elle précise notamment :

a) Le numéro d'ordre visé à l'article 80, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 précité;

b) S'il échet, le nombre de places ayant été attribuées prioritairement à des élèves ayant un frère ou une sœur ou tout autre mineur résidant sous le même toit et qui fréquente déjà l'établissement scolaire ou à des élèves dont un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement scolaire tel que visé à l'article 80, § 4, alinéa 2, du même décret;

c) S'il échet, le nombre de places préalablement réservées à des élèves fréquentant un internat tel que visé à l'article 80, § 4, alinéa 3, du même décret;

d) S'il échet, le nombre de places ayant été attribuées prioritairement à des élèves suivant l'apprentissage en immersion dans une école primaire ou fondamentale avec laquelle le chef d'établissement de l'école a conclu un accord de collaboration tel que visé à l'article 80, § 4, alinéa 4, du même décret;

e) Pour les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010, s'il échet, le nombre de places ayant été attribuées prioritairement à des élèves fréquentant, depuis le 10 septembre 2007 au moins, le dernier cycle de l'école primaire ou fondamentale avec laquelle le chef d'établissement de l'école a conclu une convention permettant une inscription directe au premier degré de l'enseignement secondaire tel que visé à l'article 80, § 4, alinéa 5, du même décret.

Parmi les places préalablement réservées visées au point c), celles qui ne seraient pas attribuées à des élèves fréquentant l'internat sont attribuées à des élèves externes dans l'ordre des demandes d'inscriptions reprises au registre visé à l'article 3.

Intitulée «annexe IVbis», la deuxième annexe du présent arrêté est insérée entre l'annexe IV et l'annexe V de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2006 portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 1997 fixant le modèle de l'attestation de demande d'inscription en application des articles 80 et 88 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

**Art. 5.** L'attestation de demande d'inscription visée à l'article 88, § 4, du décret du 24 juillet 1997 précité, est jointe en troisième annexe du présent arrêté. Elle précise notamment :

a) Le numéro d'ordre visé à l'article 88, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 24 juillet 1997 précité;

b) S'il échet, le nombre de places ayant été attribuées prioritairement à des élèves ayant un frère ou une sœur ou tout autre mineur résidant sous le même toit et qui fréquente déjà l'établissement scolaire ou à des élèves dont un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement scolaire tel que visé à l'article 88, § 4, alinéa 2 du même décret;

c) S'il échet, le nombre de places préalablement réservées à des élèves fréquentant un internat tel que visé à l'article 88, § 4, alinéa 3, du même décret;

d) S'il échet, le nombre de places ayant été attribuées prioritairement à des élèves suivant l'apprentissage en immersion dans une école primaire ou fondamentale avec laquelle le chef d'établissement de l'école a conclu un accord de collaboration tel que visé à l'article 88, § 4, alinéa 4, du même décret;

e) Pour les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010, s'il échet, le nombre de places ayant été attribuées prioritairement à des élèves fréquentant, depuis le 10 septembre 2007 au moins, le dernier cycle de l'école primaire ou fondamentale avec laquelle le chef d'établissement de l'école a conclu une convention permettant une inscription directe au premier degré de l'enseignement secondaire tel que visé à l'article 88, § 4, alinéa 5, du même décret.

Parmi les places préalablement réservées visées au point c), celles qui ne seraient pas attribuées à des élèves fréquentant l'internat sont attribuées à des élèves externes dans l'ordre des demandes d'inscriptions reprises au registre visé à l'article 3.

Intitulée «annexe *Xbis*», la troisième annexe du présent arrêté est insérée entre l'annexe X et l'annexe XI de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2006 portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 1997 fixant le modèle de l'attestation de demande d'inscription en application des articles 80 et 88 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

**Art. 6.** Dans l'annexe IV du même arrêté, les termes «Annexe IV : Attestation de demande d'inscription dans l'enseignement secondaire ordinaire» sont remplacés par les termes «Annexe IV : Attestation de demande d'inscription dans le deuxième et le troisième degré de l'enseignement secondaire ordinaire».

**Art. 7.** Dans l'annexe X du même arrêté, les termes «Annexe X : Attestation de demande d'inscription dans l'enseignement secondaire ordinaire» sont remplacés par les termes «Annexe X : Attestation de demande d'inscription dans le deuxième et le troisième degré de l'enseignement secondaire ordinaire».

**Art. 8.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : «L'attestation de demande d'inscription, visée à l'article 80 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, est libellée conformément aux modèles repris à l'annexe I<sup>er</sup> pour l'enseignement maternel, à l'annexe II pour l'enseignement primaire ordinaire, à l'annexe III pour l'enseignement primaire spécialisé, à l'annexe IV pour le deuxième et le troisième degré de l'enseignement secondaire ordinaire, à l'annexe *IVbis* pour le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire, à l'annexe V pour l'enseignement secondaire spécialisé et à l'annexe VI pour l'enseignement secondaire en alternance.

**Art. 9.** L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : «L'attestation de demande d'inscription, visée à l'article 88 du décret du 24 juillet 1997 précité, est libellée conformément aux modèles repris à l'annexe VII pour l'enseignement maternel, à l'annexe VIII pour l'enseignement primaire ordinaire, à l'annexe IX pour l'enseignement primaire spécialisé, à l'annexe X pour le deuxième et le troisième degré de l'enseignement secondaire ordinaire, à l'annexe *Xbis* pour le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire, à l'annexe XI pour l'enseignement secondaire spécialisé et à l'annexe XII pour l'enseignement secondaire en alternance.

**Art. 10.** Dans le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire, conformément à la disposition visée à l'article 80, § 4, alinéas 8 et 9, et à l'article 88, § 4, alinéa 8 et 9, du décret du 24 juillet 1997 précité, l'établissement scolaire informe immédiatement, dans l'ordre croissant des numéros d'ordre inscrits au registre des demandes d'inscription, visé à l'article 3 l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, lorsqu'une place est disponible au sein de l'établissement scolaire.

L'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, dispose de trois jours ouvrables à compter de la prise de connaissance de l'information visée à l'alinéa précédant pour faire savoir à l'établissement scolaire s'il accepte ou refuse la proposition.

Si la proposition est refusée, l'établissement scolaire informe immédiatement le suivant dans l'ordre croissant des numéros d'ordre inscrits au registre visé à l'article 3, à savoir l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 12.** La Ministre-Présidente de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 novembre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire,

Mme M. ARENA

**PREMIERE ANNEXE** de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2007 pris en application du décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'écoles dans l'enseignement obligatoire

**Registre relatif aux demandes d'inscription dans le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire**

Identification de l'établissement scolaire :

Nom de l'établissement scolaire, adresse, logo, réseau, identification du pouvoir organisateur.

**VOLET 1 : 1<sup>ère</sup> année de l'enseignement secondaire ordinaire<sup>1</sup>**

A	B	C	D	E	F
N° d'ordre 1 <sup>ère</sup> année	Nom et prénom de l'élève Adresse et numéro de téléphone de contact	Date de la demande d'inscription	Date de la confirmation de l'inscription	Le cas échéant, motif du refus d'inscription de l'élève	Le cas échéant, date du désistement
001					
002					
003					
004					
005					
006					
...					

<sup>1</sup> Ne concerne que les nouvelles inscriptions au sein de l'établissement scolaire.

**VOLET 2 : 2<sup>ème</sup> année de l'enseignement secondaire ordinaire<sup>2</sup>**

A	B	C	D	E	F
N° d'ordre 2 <sup>ème</sup> année	Nom et prénom de l'élève Adresse et numéro de téléphone de contact	Date de la demande d'inscription	Date de la confirmation de l'inscription	Le cas échéant, motif du refus d'inscription de l'élève	Le cas échéant, date du désistement
001					
002					
003					
004					
005					
006					
...					

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2007 pris en application du décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'écoles dans l'enseignement obligatoire.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

la Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire,

Mme M. ARENA

**DEUXIEME ANNEXE** de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2007 pris en application du décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'écoles dans l'enseignement obligatoire

**Annexe IVbis : Attestation de demande d'inscription dans le premier degré commun ou différencié de l'enseignement secondaire ordinaire en application de l'article 80 du décret du 24 juillet 1997 (enseignement organisé par la Communauté française).**

### **VOLET A – DEMANDE D'INSCRIPTION**

Cachet de l'établissement et mention de son adresse :

Je soussigné(e) ....., chef d'établissement atteste que Madame / Monsieur ..... s'est présenté(e) ce ..... à ..... H....., en vue de l'inscription de ..... né(e) le ..... à .....

Cette inscription est sollicitée en 1<sup>ère</sup> / 2<sup>ème</sup> année (biffer la mention inutile) :

- **Le numéro d'ordre** de l'élève inscrit au sein du registre d'inscription est le .....

Si l'inscription est sollicitée en 1<sup>ère</sup> année :

- **Le nombre de places totales disponibles** dans l'établissement scolaire en 1<sup>ère</sup> année du premier degré de l'enseignement secondaire (en ce compris les places attribuées prioritairement et visées ci-dessous) est de .....
- **Le nombre de places préalablement réservées à des élèves fréquentant un internat** (uniquement pour les établissements scolaires qui organisent un internat ou qui collaborent avec un internat) est de .....
- **Le nombre de places ayant été attribuées prioritairement à des élèves ayant un frère ou une sœur ou tout autre mineur résidant sous le même toit et qui fréquente déjà l'établissement scolaire ou à des élèves dont un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement scolaire** est de .....
- **Le nombre de places ayant été attribuées prioritairement à des élèves suivant l'apprentissage en immersion** dans une école primaire ou fondamentale avec laquelle le chef d'établissement de l'école a conclu un accord de collaboration permettant une inscription directe au premier degré de l'enseignement secondaire (uniquement pour les établissements scolaires qui organisent l'apprentissage en immersion) est de .....
- **Le nombre de places ayant été attribuées prioritairement à des élèves fréquentant, depuis le 10 septembre 2007 au moins, le dernier cycle de l'école primaire ou fondamentale avec laquelle le chef d'établissement de l'école a conclu une convention permettant une inscription directe au premier degré de l'enseignement secondaire** (uniquement pour les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010 ; au-delà la présente rubrique ne peut être complétée) est de .....

Date et signature du chef d'établissement,

Pour réception,

**CE DOCUMENT EST DELIVRE A L'ELEVE S'IL EST MAJEUR OU, S'IL EST MINEUR, A SES PARENTS, A LA PERSONNE INVESTIE DE L'AUTORITE PARENTALE OU A LA PERSONNE PORTEUSE D'UNE PROCURATION.  
UNE COPIE EST CONSERVEE AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT.**

**Annexe IVbis : Attestation de demande d'inscription dans le premier degré commun ou différencié de l'enseignement secondaire ordinaire en application de l'article 80 du décret du 24 juillet 1997 (enseignement organisé par la Communauté Française).**

**VOLET B – REFUS D'INSCRIPTION**

Cachet de l'établissement et mention de son adresse :

Je soussigné(e) ....., chef d'établissement atteste que Madame / Monsieur ..... s'est présenté(e) ce ..... à ..... H....., en vue de l'inscription de ..... né(e) le ..... à .....

**L'inscription n'a pas été prise pour la raison suivante :**

- o L'élève ne remplit pas les conditions requises pour être élève régulier.
- o Le nombre d'élèves, limité en raison de l'insuffisance des locaux disponibles, est atteint : Déclaration faite à la Direction Générale de l'Enseignement Obligatoire Rue A. Lavallée, 1 à 1080 Bruxelles, le .....  
Lorsque le refus d'inscription est fondé sur ce motif et que l'inscription était sollicitée dans le premier degré de l'enseignement secondaire, toute nouvelle place disponible au sein de l'établissement est proposée dans l'ordre des demandes d'inscription et des numéros d'ordre des élèves.
- o L'élève est venu s'inscrire après le 30 septembre.
- o L'élève a été exclu définitivement d'un établissement scolaire alors qu'il était majeur.
- o L'élève majeur ou les parents ou la personne investie de l'autorité parentale n'accepte pas de souscrire aux projets éducatifs et pédagogiques, au règlement des études et au règlement d'ordre intérieur.
- o L'élève majeur refuse de signer un écrit par lequel il souscrit aux droits et obligations figurant dans le projet éducatif, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur
- o L'élève, issu d'un autre établissement, sollicite une inscription dans l'année complémentaire à la première année d'études.
- o L'élève, issu d'un autre établissement, sollicite une inscription au sein du premier degré et est orienté vers l'année complémentaire organisée au terme de la deuxième année commune

Cette attestation mentionne en annexe l'adresse des services où la personne investie de l'autorité parentale peut obtenir une assistance en vue d'une inscription dans un autre établissement d'enseignement de la Communauté Française ou dans une institution assurant le respect de l'obligation scolaire.

Date et signature du chef d'établissement,

Pour réception,

.....

.....

**CE DOCUMENT EST DELIVRE A L'ELEVE S'IL EST MAJEUR OU, S'IL EST MINEUR, A SES PARENTS OU A LA PERSONNE INVESTIE DE L'AUTORITE PARENTALE.**

**UNE PREMIERE COPIE EST ENVOYEE A LA COMMISSION ZONALE D'INSCRIPTION.  
UNE SECONDE COPIE EST CONSERVEE AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT.**

**ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE****Pour la Commission zonale de BRUXELLES-CAPITALE :**

Mme Bernadette GENNOTTE  
City Center-1<sup>er</sup> étage- Bureau 1G57,  
Boulevard du Jardin botanique, 20-22 - 1000 BRUXELLES  
Tél. secrétariat : 02/690.81.70. - Fax : 02/690.81.67.

**Pour les Commissions zonales de la Province du BRABANT WALLON et du HAINAUT ORIENTAL (Charleroi, Mons) :**

M. Alfred PIRAUX  
Ecole Pierre CORAN, site J. d'Avesnes,  
Avenue Cornez, 1 - 7000 MONS  
Tél. : 065/31.16.87. - Fax : 065/84.08.98.

**Pour les Commissions zonales de l'arrondissement administratif du HAINAUT OCCIDENTAL (Mouscron, Ath, Tournai) et l'arrondissement de Soignies (Enghien, Soignies, La Louvière, Braine-le-Comte) :**

M. Serge DELEHOUZEE  
A.R. Braine-le-Comte,  
Rue de Mons, 56 - 7090 BRAINE-LE-COMTE  
Tél. : 067/33.61.72. - Fax : 067/45.82.48.

**Pour la Commission zonale de la Province de LIEGE:**

Mme Mirianne GOFFETTE  
Quai Saint-Léonard, 80 - 4000 LIEGE  
Tél. : 04/228.80.60. ou 61. - Fax : 04/228.80.62.

**Pour la Commission zonale de la Province de NAMUR :**

Mme Anne SEVRIN  
I.T.C.A.,  
Chaussée de Nivelles, 204 - 5020 NAMUR (Suarlée)  
Tél. : 081/73.29.17. - Fax : 081/74.50.51.

**Pour la Commission zonale de la Province du LUXEMBOURG :**

M. Bernard DUPONT  
Chaussée d'Houffalize, 3 - 6600 BASTOGNE  
Tél. : 061/21.82.56. - Fax : 061/21.86.42.

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2007 pris en application du décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'écoles dans l'enseignement obligatoire.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
la Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA



**TROISIEME ANNEXE** de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2007 pris en application du décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'écoles dans l'enseignement obligatoire

**Annexe Xbis : Attestation de demande d'inscription dans le premier degré commun ou différencié de l'enseignement secondaire ordinaire en application de l'article 88 du décret du 24 juillet 1997 (enseignement subventionné par la Communauté Française).**

### **VOLET A – DEMANDE D'INSCRIPTION**

Cachet de l'établissement et mention de son adresse :

Je soussigné(e) ....., chef d'établissement atteste que Madame / Monsieur ..... s'est présenté(e) ce ..... à ..... H....., en vue de l'inscription de ..... né(e) le ..... à .....

Cette inscription est sollicitée en 1<sup>ère</sup> / 2<sup>ème</sup> année (biffer la mention inutile) :

- **Le numéro d'ordre** de l'élève inscrit au sein du registre d'inscription est le .....

Si l'inscription est sollicitée en 1<sup>ère</sup> année :

- **Le nombre de places totales disponibles** dans l'établissement scolaire en 1<sup>ère</sup> année du premier degré de l'enseignement secondaire (en ce compris les places attribuées prioritairement et visées ci-dessous) est de .....
- **Le nombre de places préalablement réservées à des élèves fréquentant un internat** (uniquement pour les établissements scolaires qui organisent un internat ou qui collaborent avec un internat) est de .....
- **Le nombre de places ayant été attribuées prioritairement** à des élèves ayant un frère ou une sœur ou tout autre mineur résidant sous le même toit et qui fréquente déjà l'établissement scolaire ou à des élèves dont un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement scolaire est de .....
- **Le nombre de places ayant été attribuées prioritairement à des élèves suivant l'apprentissage en immersion** dans une école primaire ou fondamentale avec laquelle le chef d'établissement de l'école a conclu un accord de collaboration permettant une inscription directe au premier degré de l'enseignement secondaire (uniquement pour les établissements scolaires qui organisent l'apprentissage en immersion) est de .....
- **Le nombre de places ayant été attribuées prioritairement à des élèves fréquentant, depuis le 10 septembre 2007 au moins, le dernier cycle de l'école primaire ou fondamentale avec laquelle le chef d'établissement de l'école a conclu une convention** permettant une inscription directe au premier degré de l'enseignement secondaire (uniquement pour les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010 ; au-delà la présente rubrique ne peut être complétée) est de .....

Date et signature du chef d'établissement,

Pour réception,

**CE DOCUMENT EST DELIVRE A L'ELEVE S'IL EST MAJEUR OU, S'IL EST MINEUR, A SES PARENTS, A LA PERSONNE INVESTIE DE L'AUTORITE PARENTALE OU A LA PERSONNE PORTEUSE D'UNE PROCURATION. UNE COPIE EST CONSERVEE AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT.**

**Annexe Xbis : Attestation de demande d'inscription dans le premier degré commun ou différencié de l'enseignement secondaire ordinaire en application de l'article 88 du décret du 24 juillet 1997 (enseignement subventionné par la Communauté Française).**

**VOLET B – REFUS D'INSCRIPTION**

Cachet de l'établissement et mention de son adresse :

Je soussigné(e) ....., chef d'établissement atteste que Madame / Monsieur ..... s'est présenté(e) ce ..... à .....H....., en vue de l'inscription de ..... né(e) le ..... à .....

**L'inscription n'a pas été prise pour la raison suivante :**

- L'élève ne remplit pas les conditions requises pour être élève régulier
- Le nombre d'élèves, limité en raison de l'insuffisance des locaux disponibles, est atteint :  
*Déclaration faite à la Direction Générale de l'Enseignement Obligatoire Rue A. Lavallée, 1 à 1080 Bruxelles, le .....*  
Lorsque le refus d'inscription est fondé sur ce motif et que l'inscription était sollicitée dans le premier degré de l'enseignement secondaire, toute nouvelle place disponible au sein de l'établissement est proposée dans l'ordre des demandes d'inscription et des numéros d'ordre des élèves.
- L'élève est venu s'inscrire après le 30 septembre.
- L'élève est venu s'inscrire entre le 2ème jour ouvrable de l'année scolaire et le 15 septembre inclus sans motiver cette inscription tardive par des raisons exceptionnelles ou sans faire l'objet d'une délibération en septembre.
- L'élève est venu s'inscrire entre le 16 septembre et le 30 septembre sans motiver cette inscription tardive par des raisons exceptionnelles.
- L'élève majeur ou la personne investie de l'autorité parentale n'accepte pas de souscrire aux projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur, au règlement des études et au règlement d'ordre intérieur.
- L'élève majeur refuse de signer un écrit par lequel il souscrit aux droits et obligations figurant dans le projet éducatif, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur.
- L'élève a été exclu définitivement d'un établissement scolaire alors qu'il était majeur.

Cette attestation mentionne en annexe l'adresse des services où la personne investie de l'autorité parentale peut obtenir une assistance en vue d'une inscription dans un autre établissement d'enseignement ou dans une institution assurant le respect de l'obligation scolaire.

Date et signature du chef d'établissement,

Pour réception,

.....

.....

**CE DOCUMENT EST DELIVRE A L'ELEVE S'IL EST MAJEUR OU, S'IL EST MINEUR, A SES PARENTS OU A LA PERSONNE INVESTIE DE L'AUTORITE PARENTALE.**

**UNE PREMIERE COPIE EST ENVOYEE A LA COMMISSION ZONALE D'INSCRIPTION.**

**UNE SECONDE COPIE EST CONSERVEE AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT.**

**ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE**

Ecoles secondaires ordinaires:  
CPEONS - Mme Nicky DE MAYER  
Rue des Minimes, 87/89  
1000 BRUXELLES  
Tél.: 02/504.09.26. - Fax: 02/504.09.38.

**ENSEIGNEMENT LIBRE SUBVENTIONNE (catholique)**

SeGeC,  
Avenue Mounier, 100  
1200 WOLUWE-SAINT-LAMBERT  
Tél. : 02/256.71.41 – Fax : 02/256.71.64.

**Bruxelles-Capitale et Brabant-wallon:**

M. Michel LAMBERT  
Avenue de l'Eglise Saint-Julien, 15  
1160 AUDERGHEN  
Tél. : 02/663.06.55. – Fax : 02/672.10.61

**Liège:**

M. Joseph WOLLSEIFEN  
Boulevard d'Avroy, 17  
4000 LIEGE  
Tél. 04/230.57.20 - Fax: 04/230.57.05.

**Hainaut:**

M. Hubert LAURENT  
Rue des Jésuites, 28  
7500 TOURNAI  
Tél. et Fax : 069/21.57.95

**Namur et Luxembourg:**

M. Philippe MOTTEQUIN  
Rue de l'Evêché, 1  
5000 NAMUR  
Tél. : 081/25.03.71 - Fax: 081/25.03.69

**ENSEIGNEMENT LIBRE SUBVENTIONNE (non confessionnel)**

FELSI  
M. Raymond VANDEUREN, Administrateur délégué,  
Rue Brogniez, 42  
1070 BRUXELLES  
Tél. : 02/527.37.92.- Fax : 02/537.37.91.

**ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE****Pour la Commission zonale de BRUXELLES-CAPITALE :**

Mme Bernadette GENNOTTE  
City Center-1<sup>er</sup> étage- Bureau 1G57  
Boulevard du Jardin botanique, 20-22 - 1000 BRUXELLES  
Tél. secrétariat : 02/690.81.70. - Fax : 02/690.81.67.

**Pour les Commissions zonales de la Province du BRABANT WALLON et du HAINAUT ORIENTAL (Charleroi, Mons) :**

M. Alfred PIRAUX  
Ecole Pierre CORAN, site J. d'Avesnes  
Avenue Cornez, 1 - 7000 MONS  
Tél. : 065/31.16.87. - Fax : 065/84.08.98.

**Pour les Commissions zonales de l'arrondissement administratif du HAINAUT OCCIDENTAL (Mouscron, Ath, Tournai) et l'arrondissement de Soignies (Enghien, Soignies, La Louvière, Braine-le-Comte) :**

M. Serge DELEHOZEE  
A.R. Braine-le-Comte  
Rue de Mons, 56 - 7090 BRAINE-LE-COMTE  
Tél. : 067/33.61.72. - Fax : 067/45.82.48.

**Pour la Commission zonale de la Province de LIEGE:**

Mme Mirianne GOFFETTE  
Quai Saint-Léonard, 80 - 4000 LIEGE  
Tél. : 04/228.80.60. ou 61. - Fax : 04/228.80.62.

**Pour la Commission zonale de la Province de NAMUR :**

Mme Anne SEVRIN  
I.T.C.A.  
Chaussée de Nivelles, 204 - 5020 NAMUR (Suarlée)  
Tél. : 081/73.29.17. - Fax : 081/74.50.51.

**Pour la Commission zonale de la Province du LUXEMBOURG :**

M. Bernard DUPONT  
Chaussée d'Houffalize, 3 - 6600 BASTOGNE  
Tél. : 061/21.82.56. - Fax : 061/21.86.42.

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2007 pris en application du décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'écoles dans l'enseignement obligatoire.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
la Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4420

[C — 2007/29373]

**8 NOVEMBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen bij toepassing van het decreet van 8 maart 2007 houdende diverse maatregelen met het oog op de regularisatie van de inschrijvingen en van de veranderingen van school in het leerplichtonderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op de artikelen 80, § 4, en 88, § 4, zoals gewijzigd bij de decreten van 8 maart 2007 en bij het decreet van 19 oktober 2007;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2006 houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 1997 tot vaststelling van het model van attest van aanvraag om inschrijving met toepassing van de artikelen 80 en 88 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 juli 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort van 14 september 2007;

Gelet op het protocol van het Comité voor het overleg met de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van onderwijsinrichtingen van 26 september 2007;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van het Comité van sector IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs van 26 september 2007 en 4 oktober 2007;

Gelet op het advies nr. 43.764/2 van de Raad van State, gegeven op 5 november 2007, bij toepassing van artikel 84, § 1, tweede lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

De dringende raadpleging van de afdeling wetgeving van de Raad van State wordt gemotiveerd door de datum van het begin van de inschrijvingen vastgesteld in het ontwerp van besluit op 30 november en door het feit dat de decreetbepalingen die het besluit uitvoert, in werking zijn getreden op 1 oktober 2007.

De Regering moet zonder verwijl de maatregelen nemen ter uitvoering van de decreten die de aangelegenheden regelen die tot haar bevoegdheid behoren.

De vaststelling op 30 november van de datum vanaf welke de inschrijvingen van de leerlingen kunnen worden ingediend in de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs, wordt gemotiveerd als volgt :

1. Met het oog op de beste uitvoering van de organisatie van de schoolinrichtingen, moet de inschrijvingsprocedure harmonieus worden geïntegreerd in de agenda voor het beheer van de school, waarbij dient te worden vermeden dat ze samen zou vallen met de activiteiten bij het begin en het einde van het schooljaar en met de examenzittijden. De datum die bij dit besluit wordt vastgesteld beantwoordt aan die eis.

2. Het lijkt geen twijfel dat een aantal schoolinrichtingen niet zullen kunnen antwoorden op alle aanvragen om inschrijving die aan deze zullen worden gericht. Ouders die geen voldoening zullen hebben gekregen voor hun oorspronkelijke keuze moeten bijgevolg over voldoende tijd kunnen beschikken om een school te vinden die aan hun verwachting beantwoordt, en dit voor het begin van het volgende schooljaar.

3. Die datum betekent het begin van het inschrijvingsproces. Talrijke scholen organiseren persoonlijke ontmoetingen met de gezinnen. Die talrijke contacten vergen tijd, aangezien sommige scholen meer dan tweehonderd gezinnen zullen ontmoeten. Daarom moet dat proces vroeg in het schooljaar op gang worden gebracht. Opdat deze contacten zinvol zouden zijn, moeten ouders vooraf weten of hun kind al dan niet binnen de school zal worden opgenomen. Bij vaststelling van een te vroege datum in het schooljaar, zouden de directeurs die contacten voor de aanvraag om inschrijving moeten organiseren en zouden ze bijgevolg veel tijd moeten besteden aan contacten waarvan het merendeel niet tot een inschrijving zou kunnen leiden. Voor de schooldirecties zou dit een nutteloze werkoverlast betekenen en voor iedereen tijdverlies.

Gelet op het Contract voor de School, op 31 mei 2005 goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap, en op de prioriteit 9 ervan, ter bestrijding van ghetto-scholen;

Op de voordracht van de Minister-Presidente van de Franse Gemeenschap, belast met het leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs, wordt de datum bedoeld in artikel 80, § 4, en in artikel 88, § 4, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, vanaf welke de aanvragen om inschrijving van de leerlingen voor een schooljaar kunnen worden ingediend bij een schoolinrichting, vastgesteld op 30 november van het schooljaar dat voorafgaat, of, in voorkomend geval, op de eerste werkdag die volgt.

Alvorens de opvoedings-, pedagogische en inrichtingsprojecten, het studiereglement en het huishoudelijk reglement zoals bedoeld in artikel 76 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, te aanvaarden, wordt een onderhoud met het inrichtingshoofd of diens afgevaardigde georganiseerd, dat, in voorkomend geval, kan worden georganiseerd op een ander ogenblik dan bij de indiening van de aanvraag om inschrijving.

In afwijking van het eerste lid, kan het prioriteitsrecht bedoeld in artikel 80, § 4, tweede, vierde en vijfde leden, en in artikel 88, § 4, tweede, vierde en vijfde leden, van het voormelde decreet van 24 juli 1997, worden uitgeoefend gedurende de tien werkdagen van de school die aan de datum van 30 november voorafgaan.

Voor de bepaling van de openingsdagen van de scholen en van de werkdagen zoals bedoeld bij dit besluit dienen de zaterdagen, zondagen en feestdagen en de schoolvakantiedagen niet in aanmerking te worden genomen.

**Art. 2.** De aanvraag om inschrijving van een leerling wordt bij een schoolinrichting ingediend door de leerling, als hij meerderjarig is, of, als hij minderjarig is, door zijn ouders of door de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is.

Bij verhindering kan de leerling, als hij meerderjarig is, of zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, als hij minderjarig is, een derde ertoe machtigen de aanvraag om inschrijving bij een schoolinrichting in zijn naam in te dienen, voor zover de gemachtigde persoon geen personeelslid is van de schoolinrichting dat bij de inschrijving betrokken is. In voorkomend geval, kan die machtiging gelijktijdig betrekking hebben op verschillende leerlingen, als die broer(s) of zus(sen) zijn, of als zij onder hetzelfde dak wonen.

In de loop van éénzelfde schooljaar, kan éénzelfde persoon alleen één keer worden gemachtigd om een aanvraag om inschrijving bij een schoolinrichting in te dienen.

**Art. 3.** Het register betreffende de aanvragen om inschrijving in de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs bedoeld in artikel 80, § 4, en in artikel 88, § 4, van het voormelde decreet van 24 juli 1997, gaat als eerste bijlage bij dit besluit.

**Art. 4.** Het attest voor de aanvraag om inschrijving bedoeld in artikel 80, § 4, van het voormelde decreet van 24 juli 1997, gaat als tweede bijlage bij dit besluit. Het bepaalt inzonderheid :

a) het volgnummer bedoeld in artikel 80, § 4, eerste lid van het voormelde decreet van 24 juli 1997;

b) in voorkomend geval, het aantal plaatsen die prioritair werden toegewezen aan leerlingen die een broer of een zus of iedere andere minderjarige hebben die onder hetzelfde dak wonen en die reeds de schoolinrichting bezoeken of aan leerlingen waarvan één van de ouders of de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is, een deel of het geheel van zijn ambt uitoefent binnen de schoolinrichting zoals bedoeld in artikel 80, § 4, tweede lid van hetzelfde decreet;

c) in voorkomend geval, het aantal plaatsen die vooraf voorbehouden werden aan leerlingen die een internaat bezoeken zoals bepaald in artikel 80, § 4, derde lid van hetzelfde decreet;

d) in voorkomend geval, het aantal plaatsen die prioritair werden toegewezen aan leerlingen die het taalbadonderwijs volgen in een lagere of basisschool waarmee het hoofd van de schoolinrichting een medewerkingsakkoord heeft gesloten zoals bepaald in artikel 80, § 4, vierde lid, van hetzelfde decreet;

e) voor de schooljaren 2008-2009 en 2009-2010, in voorkomend geval, het aantal plaatsen die prioritair werden toegewezen aan leerlingen die sedert ten minste 10 september 2007, de laatste cyclus volgen van de lagere of basisschool waarmee het hoofd van de schoolinrichting een overeenkomst heeft gesloten die een rechtstreekse inschrijving in de eerste graad van het secundair onderwijs zoals bedoeld in artikel 80, § 4, vijfde lid, van hetzelfde decreet mogelijk maakt.

Onder de plaatsen die vooraf voorbehouden werden zoals bepaald in punt C, worden deze die niet voorbehouden zouden zijn aan leerlingen die het internaat bezoeken, toegewezen aan externe leerlingen in de volgorde van de aanvragen om inschrijving vermeld in het register bedoeld in artikel 3.

De tweede bijlage bij dit besluit, die het opschrift « bijlage IVbis » heeft, wordt ingevoegd tussen bijlage IV en bijlage V van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2006 houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 1997 tot vaststelling van het model van attest van aanvraag om inschrijving met toepassing van de artikelen 80 en 88 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

**Art. 5.** Het attest van aanvraag om inschrijving bedoeld in artikel 88, § 4, van het voormelde decreet van 24 juli 1997 wordt gevoegd als derde bijlage bij dit besluit. Het bepaalt inzonderheid :

a) het volgnummer bedoeld in artikel 88, § 4, eerste lid, van het voormelde decreet van 24 juli 1997;

b) in voorkomend geval, het aantal plaatsen die prioritair werden toegewezen aan leerlingen die een broer of een zus of iedere andere minderjarige hebben die onder hetzelfde dak wonen en die reeds de schoolinrichting bezoeken of aan leerlingen waarvan één van de ouders of de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is, een deel of het geheel van zijn ambt uitoefent binnen de schoolinrichting zoals bedoeld in artikel 88, § 4, tweede lid, van hetzelfde decreet;

c) in voorkomend geval, het aantal plaatsen die vooraf voorbehouden werden aan leerlingen die een internaat bezoeken zoals bepaald in artikel 88, § 4, derde lid van hetzelfde decreet;

d) in voorkomend geval, het aantal plaatsen die prioritair werden toegewezen aan leerlingen die het taalbadonderwijs volgen in een lagere of basisschool waarmee het hoofd van de schoolinrichting een medewerkingsakkoord heeft gesloten zoals bepaald in artikel 88, § 4, vierde lid, van hetzelfde decreet;

e) voor de schooljaren 2008-2009 en 2009-2010, in voorkomend geval, het aantal plaatsen die prioritair werden toegewezen aan leerlingen die sedert ten minste 10 september 2007, de laatste cyclus volgen van de lagere of basisschool waarmee het hoofd van de schoolinrichting een overeenkomst heeft gesloten die een rechtstreekse inschrijving in de eerste graad van het secundair onderwijs zoals bedoeld in artikel 88, § 4, vijfde lid, van hetzelfde decreet mogelijk maakt.

Onder de plaatsen die vooraf voorbehouden werden zoals bepaald in punt C, worden deze die niet voorbehouden zouden zijn aan leerlingen die het internaat bezoeken, toegewezen aan externe leerlingen in de volgorde van de aanvragen om inschrijving vermeld in het register bedoeld in artikel 3.

De derde bijlage bij dit besluit, die het opschrift « bijlage Xbis » heeft, wordt ingevoegd tussen bijlage X en bijlage XI van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2006 houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 1997 tot vaststelling van het model van attest van aanvraag om inschrijving met toepassing van de artikelen 80 en 88 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

**Art. 6.** In bijlage IV van hetzelfde besluit, worden de woorden « Bijlage IV : Attest van aanvraag om inschrijving in het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Bijlage IV : Attest van aanvraag om inschrijving in de tweede graad en de derde graad van het gewoon secundair onderwijs ».

**Art. 7.** In bijlage X van hetzelfde besluit, worden de woorden « Bijlage X : Attest van aanvraag om inschrijving in het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « Bijlage X : Attest van aanvraag om inschrijving in de tweede graad en de derde graad van het gewoon secundair onderwijs ».

**Art. 8.** Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling : « Het attest van aanvraag om inschrijving, bedoeld bij artikel 80 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt opgesteld overeenkomstig de modellen opgenomen als bijlage I voor het kleuteronderwijs, als bijlage II voor het gewoon lager onderwijs, als bijlage III voor het gespecialiseerd lager onderwijs, als bijlage IV voor de tweede graad en de derde graad van het gewoon secundair onderwijs, als bijlage IVbis voor de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs, als bijlage V voor het gespecialiseerd secundair onderwijs en als bijlage VI voor het alternerend secundair onderwijs.

**Art. 9.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling : « Het attest van aanvraag om inschrijving, bedoeld bij artikel 88 van het voormelde decreet van 24 juli 1997, wordt opgesteld overeenkomstig de modellen opgenomen als bijlage VII voor het kleuteronderwijs, als bijlage VIII voor het gewoon lager onderwijs, als bijlage IX voor het gespecialiseerd lager onderwijs, als bijlage X voor de tweede graad en de derde graad van het gewoon secundair onderwijs, als bijlage Xbis voor de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs, als bijlage XI voor het gespecialiseerd secundair onderwijs en als bijlage XII voor het alternerend secundair onderwijs.

**Art. 10.** In de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs, overeenkomstig de bepaling bedoeld in artikel 80, § 4, achtste en negende leden, en in artikel 88, § 4, achtste en negende leden, van het voormelde decreet van 24 juli 1997, informeert de schoolinrichting onmiddellijk, in de toenemende volgorde van de volgnummers opgenomen in het register van de aanvragen om inschrijving bedoeld in artikel 3, de leerling, als hij meerderjarig is, of zijn ouders of de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is, als hij minderjarig is, wanneer een plaats beschikbaar is binnen de schoolinrichting.

De leerling, als hij meerderjarig is, of zijn ouders of de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is, als hij minderjarig is, beschikt over drie werkdagen vanaf de kennisgeving van de informatie bedoeld in het vorige lid om de schoolinrichting mee te delen of hij het voorstel aanvaardt of weigert.

Als het voorstel wordt geweigerd, informeert de schoolinrichting onmiddellijk de volgende persoon, in de toenemende volgorde van de volgnummers opgenomen in het register bedoeld in artikel 3, namelijk de leerling, als hij meerderjarig is, of zijn ouders of de persoon die met het ouderlijk gezag bekleed is, als hij minderjarig is.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 12.** De Minister-Presidente van de Franse Gemeenschap, belast met het leerplichtonderwijs, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 november 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente, belast met het leerplichtonderwijs,  
Mevr. M. ARENA